

référence : 2020cn

Contrat d'accès au progiciel Fiscalité et conditions d'assistance téléphonique

OFEA Observatoire Fiscal d'Expertise et d'Analyse, version WEB

Entre :

La Commune de

.....

.....

Représenté«e» par :

.....

.....

Ci-après dénommé(e) «L'UTILISATEUR»,

D'une part,

Et :

GFI Progiciels au capital de 7 977 991 euros,
immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro B
340 546 993, dont le siège social est situé au 145
boulevard Victor Hugo – 93400 SAINT OUEN

Représentée par : Monsieur Emmanuel BLAISSE,
Directeur Division Solutions Territoriales, dûment
habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « LE CONCEDANT »,

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Le présent contrat a pour objet de définir les prestations qui seront fournies à l'Utilisateur, pour le progiciel
OFEA^{WEB} tel qu'installé à :

 Montpellier Méditerranée Métropole

Date d'entrée en vigueur
du contrat

En contrepartie de la prestation d'accès et d'assistance téléphonique, l'utilisateur versera les redevances
dont les montants sont précisés à l'article 3 du présent contrat.

Préambule :

Montpellier Méditerranée Métropole est doté d'OFEA WEB, outil informatique d'expertise et d'analyse de la fiscalité des ménages et des professionnels d'observatoire fiscal, délivré par la société GFI.

Le présent contrat a pour objet de préciser les relations entre la Commune de, ci-après dénommée l'UTILISATEUR et GFI Progiciel, ci-après dénommé LE CONCEDANT.

Article 1 : Conditions Générales

Le présent contrat a pour objet de définir les prestations qui seront fournies à L'UTILISATEUR, pour le logiciel OFEAWEB, tel qu'installé à **Montpellier Méditerranée Métropole**.

En contrepartie de la prestation d'accès et d'assistance téléphonique, L'UTILISATEUR versera les redevances dont les montants sont précisés dans les articles suivants du contrat.

La liste nominative des agents demandant un accès se trouve en annexe 2.

Chaque agent recevra un code d'accès et un mot de passe personnel qui sera utilisable un an et sera renouvelé en cas de renouvellement du présent contrat, d'année en année.

Article 2 : Accès

L'UTILISATEUR d'OFEAWEB dispose d'un accès strictement limité aux données nominatives de son territoire et peut consulter les données générales relatives à l'ensemble du territoire national.

Il aura accès à tous les modules installés par le CONCEDANT pour la METROPOLE.

Article 3 : Redevance annuelle d'accès et d'assistance téléphonique ¹ et d'intégration Liste 41

Le CONCEDANT s'engage à exécuter les prestations valorisées ci-dessous :

Accès annuel à OFEAWEB + assistance téléphonique annuelle : 120 € HT / utilisateur au sein de la collectivité

Nombre souhaité d'agents demandant un accès : / _____ / (à compléter)

L'UTILISATEUR s'acquittera d'un coût supplémentaire pour l'intégration dans l'outil de sa propre liste 41.

Le prix facturé est fonction du nombre d'habitants de la COMMUNE

liste 41 plus de 150K habitants	450 € HT
liste 41 de 150K à 100K habitants	400 € HT
liste 41 de 100K à 60K habitants	350 € HT
liste 41 de 60K à 35K habitants	300 € HT
liste 41 de 35K à 20K habitants	250 € HT
liste 41 de 20K à 10K habitants	200 € HT
liste 41 de 10K à 5K habitants	150 € HT
liste 41 de moins de 5K habitants	100 € HT

¹ La redevance pour l'accès et l'assistance téléphonique indiquée ci-dessous sera exigible et devra être versée à la livraison du ou des accès et pour une durée ferme de 1 année.

A l'issue de cette période et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, le prix est calculé au prorata temporis sur la base de la redevance annuelle en vigueur. Elle se renouvellera par période annuelle prenant effet au premier janvier de l'année sans toutefois que la durée globale n'excède 3 ans.

Article 4 : Prestations de services associés

En complément de l'outil, des prestations sont également disponibles.

Prestations faisant l'objet d'une facturation entre le Concédant et l'Utilisateur :

Formation initiale sur site (groupe de 1 à 6 personnes) Frais de déplacement inclus..... 790 € HT / journée

Formation initiale sur site (groupe de 7 à 12 personnes) Frais de déplacement inclus.... 1 580 € HT / journée

- Si besoin, L'UTILISATEUR pourra se doter de modules spécifiques, en plus des modules proposés par la METROPOLE. De la même façon, il pourra demander l'exploitation de fichier supplémentaire.
- Si besoin, L'UTILISATEUR pourra demander des formations spécifiques pour son besoin propre et particulier.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est applicable à compter de la mise à disposition de l'outil à L'UTILISATEUR par Montpellier Méditerranée METROPOLE, c'est-à-dire à l'envoi par nos services des identifiants de connexion aux utilisateurs de la commune.

Lu et approuvé par l'Utilisateur

Date et signature

Lu et approuvé par le Concédant


Gfi Progiciels
151, Rue Gilles Roberval - 30915 NÎMES
Tél. +33 (0)4 66 23 78 78 - Fax. +33 (0)4 66 28 78 79
340 546 998 RCS Bobigny - Code NAF 6201Z
www.gfi.fr

Annexe 1 : Conditions générales

OBJET

Les présentes conditions ont pour objet de définir les conditions selon lesquelles le prestataire assurera l'accès et l'assistance des logiciels et des données afférentes aux produits **OFEA^{WEB}** et la mise à disposition d'un espace serveur au client.

CONDITIONS PREALABLES

La mise en application des présentes conditions est soumise à la souscription d'un contrat d'accès et d'assistance. Il ne peut être souscrit que par le Client à jour de toute redevance et de manière générale, à jour du règlement de toute somme due au prestataire, sauf accord spécifique.

DESCRIPTION

Le prestataire concède un droit d'accès sur un espace serveur dédié au Client. Cet accès couvre :

- l'ouverture du dossier incluant l'ouverture d'accès à un espace serveur dédié,
- l'hébergement des bases de données,
- la maintenance du logiciel,
- la mise à disposition d'un espace serveur dédié,
- la location des logiciels nécessaires au bon fonctionnement des produits retenus par le client, Windows, Windows Server, SQL Server, Apache, outils de publication, sauvegarde, analyse...,
- un accès illimité en connexion 7 jours sur 7, 24 heures sur 24,
- le logiciel de transfert de vos bases du poste administrateur vers votre espace serveur réservé,
- la sauvegarde de l'ensemble des informations.

CONTENU DU SERVICE D'ACCES

Au-delà de l'accès au progiciel **OFEA^{WEB}** et aux bases de données associées, les frais y afférant, comprennent aussi :

- l'installation des nouvelles données après chaque traitement par Gfi,
- l'installation des nouvelles versions des logiciels **OFEA^{WEB}** dès leur disponibilité,
- la sauvegarde des bases de données à intervalle quotidien.

CRYPTAGE ET LOCALISATION DES DONNEES

Compte tenu du caractère sensible des données fiscales et nominatives, celles-ci sont stockées sous forme cryptées, sur des serveurs situés sur le territoire national, dans le *datacenter OVH* situé à Strasbourg (67). Ces données sont administrées par GFI.

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE

Dans le cadre des présentes conditions le prestataire est soumis à une obligation de moyens.

Le prestataire a l'obligation de maintenir un service permanent sous réserve de dysfonctionnement ne lui étant pas imputable ou en cas de force majeure : coupure EDF, rupture de connexion via ligne spécialisée, épidémie, tremblement de terre, embargo, loi injonction, guerre.

Le prestataire est tenu par une clause de confidentialité, par laquelle il s'engage à ne divulguer à quiconque les informations qu'il aurait à connaître concernant les données traitées par le logiciel.

Le prestataire s'engage à maintenir en état de fonctionnement le matériel. En cas de défaillance du matériel, le prestataire s'engage à lancer une opération de remplacement de la pièce défectueuse sous 4 heures ouvrées sauf défaillance qui ne serait pas de son fait, ou toute autre intervention qui nécessiterait une interruption de service excédant les délais habituels de remplacement. Dans ce dernier cas, le prestataire en informe au préalable le client, par voie électronique.

Le prestataire assure l'accès au serveur via Internet 24h/24 tous les jours de l'année. Le prestataire se réserve la possibilité d'interrompre le serveur pour procéder à une intervention technique afin d'en améliorer le fonctionnement.

Le prestataire s'engage à intervenir sous 4 heures ouvrées en cas d'incident non consécutif à une mauvaise utilisation du serveur par le Client sur demande d'intervention du Client.

Le prestataire s'engage à assurer le maintien au meilleur niveau de la qualité de ses outils conformément aux règles et usage de sa profession.

Le prestataire se réserve le droit d'interrompre la connexion à internet du serveur loué au Client, si ce serveur constitue un danger pour le maintien de la sécurité de la plate-forme d'hébergement du prestataire, que ce soit suite à un piratage dudit serveur, ou à la suite de la détection d'une faille dans la sécurité du système, ou à une nécessité de mise à jour du serveur.

Le prestataire informera dans la mesure du possible le Client immédiatement afin que le Client prenne ses dispositions.

Dans le cadre d'interruptions de services programmées, pour cause de maintenance, le client sera informé au préalable par voie électronique.

Le prestataire ne pourra être tenu responsable du contenu des informations, du son, du texte, des images éléments de forme, données accessibles sur les sites hébergés sur le serveur du Client, transmises ou mises en ligne par le Client et ce à quelque titre que ce soit.

Le prestataire ne saurait être tenu pour responsable du non-respect total ou partiel d'une obligation et/ou défaillance des opérateurs des réseaux de transport vers le monde internet et en particulier de son ou ses fournisseurs d'accès.

Dans tous les cas le prestataire s'engage à intervenir sous 4 heures ouvrées suite à l'identification d'un problème sur l'espace dédié au client. Il s'agit bien ici d'une garantie de temps d'intervention.

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU CLIENT

Le Client garantit les fichiers téléchargés contre tout virus, en particulier lorsqu'il transfèrera des fichiers sur son espace de téléchargement lié au module Classeur des Etats Fiscaux (gestion électronique de documents) d'**OFEA^{WEB}**.

Le Client est responsable de la gestion et de l'utilisation des mots de passe transmis par le prestataire.

En règle générale, le Client s'engage à respecter les droits de la personnalité et les droits de propriété intellectuelle des tiers.

CONDITIONS GENERALES TARIFAIRES

La redevance pour la prestation d'accès sera exigible et devra être versée à la livraison du ou des progiciels commandés.

Elle est soumise aux mêmes conditions générales tarifaires stipulées dans la convention annuelle d'assistance téléphonique, de maintenance annuelle, d'hébergement et d'exploitation des progiciels OFEA.

MODALITES DE REGLEMENT

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours après réception par le Client de sa facture. Dans le cas où une facture ne serait pas réglée dans le délai légal, le prestataire sera habilité à suspendre l'exécution des prestations, objet du présent contrat, jusqu'au règlement. En cas de persistance de cet état, au-delà du délai fixé ci-dessus, après mise en demeure, le prestataire serait en droit de résilier le contrat.

DUREE, PRISE D'EFFET ET RECONDUCTION

L'accès est conclu et accepté pour une durée de 1 an.

RESILIATION PAR LE CLIENT

La résiliation de la convention annuelle entraîne de fait la résiliation de l'accès.

RESILIATION PAR LE PRESTATAIRE

Le prestataire pourra résilier, après mise en demeure restée infructueuse, tout contrat non réglé dans un délai de 30 jours suivant sa facturation.

DISPOSITIONS DIVERSES

Le présent contrat n'est pas cessible sauf accord expresse entre les deux parties. Toutefois, le prestataire aura le droit de céder à des tiers ses créances d'argent sur le Client, dans la mesure où le cessionnaire reprendra l'intégralité des droits et obligations découlant du contrat cédé. Le présent contrat et ses annexes représentent la totalité des accords entre les parties à ce jour. Il prévaut sur toute autre disposition écrite ou verbale. Le présent contrat ne pourra être modifié que par avenant dûment accepté et signé par les deux parties.

Annexe 2 : Utilisateurs déclarés

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Prénom Nom.....

Service Fonction.....

Téléphone Email.....

Annexe 3 : R G P D

Droits et obligations des parties au regard du règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

1 - Protection des Données à caractère personnel

Les présentes clauses ne s'appliquent que dans l'hypothèse où le PRESTATAIRE (TITULAIRE) a accès et est amené à traiter des données à caractère personnel au sens de l'article 4-1) Définitions du Règlement (ci-après les « Données » ou « Données à caractère personnel »), pour le compte du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dans le cadre de l'exécution du contrat (marché).

Dans le cas contraire, les Parties reconnaissent expressément que la présente clause ne leur est pas opposable.

A ce titre, les Parties déclarent que le PRESTATAIRE (TITULAIRE) agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018, ci-après le « Règlement ». De son côté, le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

Cet article n'est applicable que dans la mesure où l'exécution des Prestations implique le développement de programmes ou de scripts ayant pour fonction principale ou accessoire de traiter des Données à caractère personnel du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR).

Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) informe le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) que la conception et la réalisation des programmes et scripts se basent sur des Données à caractère personnel nominatives.

CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dans les meilleurs délais avant de procéder au traitement.

Dans un tel cas, les Parties s'engagent à se rencontrer aux fins de trouver la solution amiable la plus adaptée au regard du contrat (marché) et des droits et libertés de la personne concernée. En tout état de cause, la responsabilité du PRESTATAIRE (TITULAIRE) ne saurait être engagée de quelque manière que ce soit, dans l'hypothèse où il agit en dehors ou contrairement aux instructions du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR), dans la mesure où le PRESTATAIRE (TITULAIRE) jugerait ces dernières comme étant illicites.

Dans l'hypothèse où les Données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) doit informer le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En outre, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) se porte fort envers le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les Données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les Données à caractère personnel traitées en exécution du présent contrat (marché) ainsi que toutes les informations contenues au point 12 de la présente annexe. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles et sont couvertes par les droits et obligations stipulés au contrat (marché). Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) garantit au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des Données à caractère personnel.

Ainsi, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) ne doit rendre accessibles et consultables les Données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du PRESTATAIRE (TITULAIRE) dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les Données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions.

Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR). Enfin, dès l'entrée en vigueur du présent avenant, le PRESTATAIRE doit communiquer au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. Au jour du présent document, le délégué est M. François DARPHIN, francois.darphin@gfi.fr. En cas de changement, il s'engage à en informer le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

De son côté, tout au long du contrat (marché), le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) s'engage à :

- Transmettre ses instructions de manière documentée ;
- Transmettre toutes les informations au PRESTATAIRE (TITULAIRE) lui permettant de tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour son compte en vertu du contrat (marché) ;
- Sans préjudice du devoir de conseil du PRESTATAIRE (TITULAIRE), vérifier que chacune de ses instructions est licite au regard de la réglementation applicable ;
- Répondre aux demandes du PRESTATAIRE (TITULAIRE) et lui transmettre sans délai toute information ou document dont le PRESTATAIRE (TITULAIRE) aurait besoin pour maintenir sa conformité à la réglementation applicable ou répondre à toute requête provenant d'une autorité de contrôle ;
- Communiquer au PRESTATAIRE (TITULAIRE) dès la prise d'effet de l'avenant, l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données ; en cas de changement, en informer le PRESTATAIRE (TITULAIRE) dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données ;
- Informer le PRESTATAIRE (TITULAIRE) immédiatement de toute requête, audit ou contrôle déclenché par une autorité de contrôle qui concernerait ou impliquerait, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du PRESTATAIRE (TITULAIRE) suivant les conditions prévues à la présente annexe.
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures, à compter de la prise de connaissance par le PRESTATAIRE (TITULAIRE) d'un tel événement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des Personnes concernées.
- Conduire une Etude d'Impact sur la Vie Privée (EIVP), pour tous les traitements de données à caractère personnel susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des Personnes concernées, et pour les types d'opérations de traitement listés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 35 du Règlement.

2 - Respect de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel

Chacune des Parties s'engage à respecter toutes les obligations résultant de l'application de toute réglementation applicable relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier les dispositions issues du Règlement. A cette fin, elles reconnaissent être soumises à une obligation de collaboration renforcée pendant toute la durée du contrat (marché) et s'engagent donc mutuellement à se transmettre sans délai toute information, renseignement, document ou fichier leur permettant de maintenir ou de démontrer leur conformité à la réglementation applicable et à s'informer immédiatement de tout manquement ou risque de manquement à ladite réglementation.

3 - Description du traitement(s) des Données à caractère personnel

Le point 12 de la présente annexe, définit, pour chaque traitement concerné :

- l'objet, la nature et la finalité de chacun des traitements de Données à caractère personnel que le PRESTATAIRE (TITULAIRE) effectue pour le compte du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dans le cadre du contrat (marché) ;
- les catégories de Données à caractère personnel traitées ;
- les catégories de Personnes concernées au sens de l'article 4-1) du Règlement par lesdits traitements ;
- la durée de conservation des Données à caractère personnel ;
- le nom des pays destinataires, dans l'hypothèse d'un transfert de données hors UE.

4 - Droits et obligations des Parties

Dans le cadre du contrat (marché), le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) déclare au PRESTATAIRE (TITULAIRE) qu'il a respecté l'ensemble de ses obligations prévues par la réglementation applicable, en tant que responsable de traitement, et notamment qu'il a collecté l'ensemble des données personnelles en préservant les droits des personnes concernées et suivant les modalités requises par la réglementation applicable. Il s'engage à respecter ces engagements pendant toute la durée du contrat (marché).

A la demande du PRESTATAIRE (TITULAIRE), il lui communiquera l'ensemble des éléments démontrant son respect des obligations susvisées.

Dans le cadre du contrat (marché), le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'engage à traiter les Données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées au point 12 de la présente annexe, et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces Données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'engage à ne traiter les Données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR).

Dans l'hypothèse où le droit européen et/ou le droit français viendrait manifestement en contradiction avec les instructions du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) ou ne permettrait pas au PRESTATAIRE (TITULAIRE) de traiter les Données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) devra en informer le

compris le profilage), en lui fournissant le fichier nécessaire.

5 - Droit d'audit du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) et analyse d'impact

Aux fins de contrôle de la conformité des Parties à la réglementation applicable à la protection des Données à caractère personnel, et notamment au Règlement, sauf clause contraire intitulée « Audit » dans le contrat (marché), le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dispose d'un droit d'audit qu'il pourra exercer au maximum une (1) fois par année civile. Le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) en informera le PRESTATAIRE (TITULAIRE) au plus tard 15 jours ouvrés, avant le commencement dudit audit.

Cet audit spécifique à la protection des Données à caractère personnel par le PRESTATAIRE (TITULAIRE) portera sur l'implémentation et le maintien des mesures techniques et organisationnelles visant à préserver la sécurité desdites Données, et plus généralement sur le respect de la réglementation applicable et des instructions écrites et documentées du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) transmises au PRESTATAIRE (TITULAIRE), que celles-ci soient formulées dans les documents contractuels listés au contrat (marché) ou par tout autre moyen écrit pendant la durée du contrat (marché).

Les Parties reconnaissent que l'auditeur ne pourra en aucun cas être un concurrent direct ou indirect du PRESTATAIRE (TITULAIRE).

Pendant cet audit, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) devra lui transmettre toute la documentation visant à établir sa conformité à la réglementation applicable et aux instructions écrites du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR), et notamment la liste des personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel.

Par ailleurs, sur demande expresse du CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) et sous réserve que la réalisation des Prestations ou l'activité du PRESTATAIRE (TITULAIRE) n'en soit pas affectée, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'engage à lui apporter toute l'assistance nécessaire dans le cas où le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) mène, pendant la durée du contrat (marché), une analyse d'impact relative à la protection des Données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

6 - Sécurité des Données à caractère personnel

Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) déclare avoir mis en place et maintenir en vigueur et à jour, pendant toute la durée du contrat (marché), toutes les mesures de sécurité appropriées en vue d'assurer la sécurité des Données dans l'objectif de les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du contrat (marché), le PRESTATAIRE (TITULAIRE) devra mettre en œuvre les mesures convenues avec le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR), notamment à la suite de la conduite d'une Etude d'Impact de la Vie Privée relative à la protection des données, et expressément identifiées ou intégrées au contrat (marché).

Les Parties identifieront, pendant toute la durée du contrat (marché), les mises à jour ou modifications nécessaires desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation et conviendront, par avenant, des modalités de mise en œuvre dans le cadre du contrat (marché).

En particulier, si pour les besoins de l'exécution des Prestations, le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) doit transmettre au PRESTATAIRE (TITULAIRE) des Données à caractère personnel, le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) s'engage à les anonymiser ou à les pseudonymiser avant chaque transmission, sauf accord contraire et écrit des Parties.

7 - Protection des données dès la conception (« Privacy by design ») et par défaut (« Privacy by default »)

Dès sa conception, il appartient au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) d'identifier toutes les catégories de Données personnelles et tous les traitements dont elles pourront faire l'objet par les programmes ou scripts développés dans le cadre de l'exécution des Prestations de maintenance, ainsi que les risques présentés par ces traitements pour les droits et libertés des personnes concernées.

En outre, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) déclare que les programmes et scripts qu'il a développés en vertu du contrat (marché) sont paramétrés par défaut dans l'objectif que seules les Données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique des traitements effectués par les programmes et scripts susvisés sont traitées. En particulier, les Données ne sont pas rendues accessibles, par défaut, à un nombre indéterminé de personnes physiques.

Il est toutefois précisé qu'il appartient au seul CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) de déterminer l'usage qu'il fera de ces programmes et scripts et définir en conséquence les paramètres d'utilisation du Progiciel.

8 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) de fournir l'information aux Personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) aidera le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) à répondre à son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des Personnes concernées, qu'il s'agisse du droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données ou du droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y

Si les Personnes concernées exercent auprès du PRESTATAIRE (TITULAIRE), des demandes d'exercices de leurs droits, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au contact dont les coordonnées seront communiquées par le CLIENT.

9 - Notification des violations de Données à caractère personnel

Dans le cas d'une violation des Données à caractère personnel, quelle qu'elle soit (perte, accès ou divulgation non-autorisés, altération, destruction, etc.), le PRESTATAIRE (TITULAIRE) doit en informer le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) dans les meilleurs délais et, si possible, 48 heures au plus tard à compter de la prise de connaissance par le PRESTATAIRE (TITULAIRE) d'un tel événement.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR), si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité compétente.

Dans la mesure du possible, la notification contient:

- La nature de la violation de données, ainsi que, si possible, le nombre approximatif et les catégories de Personnes concernées par la violation de données ainsi que le nombre approximatif et les catégories de traitement de Données à caractère personnel touchées.
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues.
- La description des conséquences probables de la violation des données à caractère personnel.

Par exception à ce qui précède, si le PRESTATAIRE (TITULAIRE) ne peut pas fournir toutes les informations dont il dispose en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

En outre, dans le cas où cette violation a pour origine une faute du PRESTATAIRE (TITULAIRE), celui-ci s'engage, à ses frais, à :

- Mettre en œuvre sans délai toutes les mesures correctives visant à faire cesser la violation et le cas échéant à limiter les conséquences négatives de celle-ci ;
- Dans un délai convenu avec le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR), à lui présenter un plan d'action décrivant les mesures de nature à éviter qu'une telle violation ne se reproduise.

D'une manière générale, il appartient au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) de communiquer directement à la Personne concernée, la violation de données à caractère personnel, lorsqu'elle est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une Personne concernée, sauf accord des Parties.

Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) recommande au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) que cette communication décrive en des termes simples la nature de la violation des données, et contienne l'ensemble des informations notifiées par le PRESTATAIRE (TITULAIRE), ainsi que la description des mesures prises ou que le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10 - Transfert des Données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne

Le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'assure qu'aucune Donnée à caractère personnel confiée par le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) n'est transférée hors du territoire de l'Union européenne par lui, ses propres sous-traitants, ou les personnes agissant sous son autorité ou pour son compte. Le CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de cette obligation dans les conditions et selon les modalités du point « Audit » de la présente annexe.

11 - Données à caractère personnel en fin de contrat (marché)

Au terme du contrat (marché), quelle qu'en soit la cause, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'engage à détruire toutes les Données à caractère personnel sauf accord contraire des Parties. Les Parties conviendront des modalités de mise en œuvre de ces instructions.

En tout état de cause, et sauf disposition contraire du droit européen ou du droit français, le PRESTATAIRE (TITULAIRE) s'engage à ne conserver aucune copie des Données à caractère personnel et à transmettre au CLIENT (POUVOIR ADJUDICATEUR) la preuve de la destruction desdites copies.

12 - Identification des traitements de données à caractère personnel

Liste des traitements : exploitation de fichiers fiscaux

Nature du traitement : semi automatisé

Finalité : Suivi de la fiscalité locale - Observatoire fiscal

Catégories de Données personnelles traitées : DCP COURANTES - Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale...)

Catégories de personnes concernées : Direction des Finances

Catégories de destinataires des Données : Collectivités

Durée de conservation des Données : Durée du contrat entre le PRESTATAIRE et le CLIENT

Transfert de données hors UE : non